



Indramaya Shrestha recherche ses effets personnels parmi les ruines de sa maison, Népal, avril 2015. Photo : Aubrey Wade/Oxfam.

POUR LA DIGNITÉ HUMAINE

Sommet humanitaire mondial : une obligation de résultats

Chaque année, des dizaines de millions de personnes reçoivent une aide humanitaire vitale, mais des millions d'autres souffrent sans la moindre aide ou protection, et leur nombre ne cesse d'augmenter.

Bien trop souvent, leur propre gouvernement ne peut pas ou ne veut pas assurer l'accès de ses citoyens à l'aide et à la protection requises.

L'aide internationale n'a pas suivi le rythme de la multiplication des catastrophes climatiques et des conflits apparemment insolubles. Les promesses d'aide aux personnes affectées pour réduire leur vulnérabilité aux prochaines catastrophes et leur permettre de mener leur propre intervention humanitaire restent de vains mots.

Les acteurs humanitaires détiennent une partie de la solution. 25 ans de réformes n'ont pas suffi pour bâtir des agences et organisations humanitaires (Nations unies, ONG ou États) réellement redevables qui soient à la fois capables de répondre rapidement à de nouvelles crises et d'investir suffisamment dans un futur plus résilient et durable.

La majeure partie de la solution n'est toutefois pas entre les mains des acteurs humanitaires. Ils ne sont pas responsables des conflits, du changement climatique et des inégalités à l'origine des crises. Tant que les États du monde (qui se réuniront pour le Sommet humanitaire mondial à Istanbul en 2016) n'éradiqueront pas l'injustice derrière les crises humanitaires, les besoins d'aide continueront d'augmenter et des dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants devront lutter pour leur survie.

Un sommet ne pourra pas tout changer. Toutefois, pour garantir son intégrité et sa réussite, il devra :

- exiger que les États rendent des comptes quant à leurs obligations internationales en matière d'assistance et de protection ;**
- définir des nouveaux moyens pour soutenir l'action humanitaire locale, faire converger les montants de l'aide requis et fournis et réduire le risque de futures catastrophes.**

AVANT-PROPOS



Notre monde est un endroit de plus en plus dangereux. Les crises s'intensifient. Depuis de nombreuses années, la communauté humanitaire répond à une crise après l'autre, parfois de manière probante, parfois avec des lacunes. Mais trop souvent, la réponse n'est pas à la hauteur. Ces failles sont ancrées dans les injustices et les inégalités qui alimentent ces crises, et ce sont toujours les personnes les plus pauvres et vulnérables qui en supportent les conséquences.

Nous avons les moyens de bâtir un meilleur système humanitaire mondial. Nous avons aussi le devoir de veiller à ce que le monde se conforme aux droits à l'aide et à la protection déjà prévus dans le droit international.

La société civile a vaillamment œuvré pour que ces droits soient inscrits dans le système humanitaire actuel. Ils forment désormais un socle solide pour placer « la solidarité avec les peuples » au cœur d'un système amélioré.

La réussite d'une intervention humanitaire se joue en amont d'une crise. Il faut s'attaquer aux causes structurelles de la crise, et pas seulement éponger les conséquences humaines a posteriori. Nous devons en premier lieu agir ensemble pour changer les pratiques et les politiques néfastes susceptibles de déclencher une crise et d'aggraver la vulnérabilité de la population. Si cela doit rendre le travail d'Oxfam « politique », nous n'avons pas à en rougir. Nous restons fidèles à notre vision depuis 1942.

Le système d'intervention humanitaire à réinventer pour demain devra se concentrer davantage sur l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et le Moyen-Orient. C'est là que se déplace le pouvoir politique et économique, ainsi que l'endroit où les opportunités et les besoins des populations sont les plus grands.

Trop souvent, qu'ils soient corrompus ou délabrés, les États échouent et sombrent dans des conflits. Aujourd'hui, par corruption ou délabrement, le monde est confronté au défi existentiel du changement climatique provoqué par l'activité humaine. Face à ces énormes défis, nos dirigeants font souvent l'objet de pressions réelles ou fictives pour *ne pas* honorer leur devoir humanitaire.

Oxfam continuera de travailler aux côtés de ses alliés, de ses partenaires et des communautés locales pour pousser nos dirigeants à assumer leurs responsabilités humanitaires et à résister aux pressions de l'inertie. Le présent document souligne quatre tests clés pour le Sommet humanitaire mondial de 2016. Chacun d'eux est axé sur les personnes et les moyens d'améliorer leur agence, leurs connaissances, leur résilience et leurs droits.

Winnie Byanyima, Directrice générale d'Oxfam International

RÉSUMÉ



« Nous ne voulons pas de la nourriture. Nous voulons être protégés de ce qui est en train d'arriver. »

Résident de Homs, Syrie¹

Une femme et son enfant cherchent refuge tandis qu'un avion bombarde son quartier à Alep, Syrie, en 2012. Photo : Sam Tarling/Oxfam

Des dizaines de millions de personnes reçoivent une aide humanitaire vitale chaque année. Oxfam à elle seule a aidé plus de 8 millions de personnes en 2014, dont 3,6 millions avec un meilleur accès à l'eau salubre² ; en juin 2015, les Nations unies lançait un appel de fonds pour 78,9 millions de personnes dans 37 pays³. Mais des millions d'autres souffrent encore par manque d'aide ou de protection adéquate, et le nombre de personnes exposées aux crises ne cesse d'augmenter.

Cela n'est pas le fait d'un prétendu système humanitaire défaillant, mais bien de l'injustice au cœur des crises humanitaires :

- Les plus pauvres et les moins puissants sont toujours les plus vulnérables ;
- Ceux qui provoquent les conflits et le changement climatique sont les derniers touchés par leurs conséquences ;
- Trop d'États et de groupes armés foulent au pied les droits de leurs citoyens à l'aide et à la protection ; et
- Trop d'autres États, y compris ceux siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU, se chamaillent au sujet de différends politiques plutôt que de s'unir pour faire appliquer le droit international qui existe déjà.

Le problème n'est pas que l'action humanitaire est restée immobile. Ce n'est pas le cas. L'hôte du Sommet humanitaire mondial, la Turquie, illustre la contribution des nations traditionnellement exclues du « club » occidental des leaders humanitaires. En tenant compte des 1,6 milliard de dollars dépensés pour l'accueil des réfugiés syriens en 2013, la Turquie fournit davantage d'aide humanitaire que n'importe quel autre pays à l'exception des États-Unis et du Royaume-Uni⁴.

Malgré l'agenda transformatif des Nations unies, l'aide humanitaire internationale n'a pas été transformée. La série de réformes découlant des douloureux enseignements des crises passées depuis la Guerre Froide doit être menée à bien. La promesse d'une aide plus rapide, plus appropriée et plus redevable doit être tenue, non seulement pour la réponse aux catastrophes, mais aussi pour investir davantage dans l'aide humanitaire et au développement afin de réduire le risque de catastrophes futures, ainsi que pour le relèvement à long terme de la liste tristement longue de crises prolongées dans le monde.

Cela exige une véritable transformation tant de l'aide humanitaire que de l'aide au développement. Les bailleurs de fonds internationaux doivent débloquer davantage de fonds sur le terrain, là où l'aide est réellement mise en œuvre, et éliminer les gaspillages au sein des agences des Nations unies et des ONG internationales servant d'intermédiaires dans le monde humanitaire. Les États locaux, les ONG nationales et locales et la société civile doivent avoir les moyens d'agir partout où ils le peuvent.

Cela ne rendrait *pas* les agences des Nations unies et les ONG internationales obsolètes, loin de là. La multiplication des catastrophes les rend au contraire plus indispensables que jamais. Mais il faut distinguer plus clairement la façon dont elles apportent une valeur ajoutée. Ce peut être en assurant le déploiement rapide à grande échelle lors des catastrophes d'envergure, en renforçant la capacité des organisations locales et de leurs réseaux, ou encore en témoignant des horreurs des conflits que le monde ignore trop souvent.

Toutefois, le principal moyen pour réduire le terrible bilan de souffrance lors des crises humanitaires ne réside pas dans un changement quelconque de l'aide internationale. Il s'agit de faire respecter le droit international humanitaire et le droit des réfugiés que les États ont déjà reconnus. Cela exige aussi d'agir chaque jour selon les principes humanitaires, tels que l'impartialité. Il faut enfin lutter contre les inégalités et les injustices qui alimentent les crises humanitaires.



Des réfugiés syriens secourus par un bateau italien sur la Méditerranée.
Photo : UNHCR/A. D'Amato

« Le climat a changé. Il pleut beaucoup plus. Nous subissons des glissements de terrain. Les plants de maïs sèchent. Nous ne pouvons pas les récolter. »

Elena Diaz, Olupa,
Guatemala⁵

« Nous avons fui face à la mort. Puis nous avons de nouveau été confrontés à la mort [sur la Méditerranée]. »

Hanan, originaire de Damas en Syrie, lors d'un témoignage donné au Royaume-Uni en avril 2015⁶

AU-DELÀ DES SOLUTIONS HUMANITAIRES

Il y a une génération, une femme a dit cela d'une manière très directe. Alors Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Sadako Ogata a été confrontée à la misère humaine provoquée par les génocides au Rwanda et en Bosnie, déclarant qu'« *il n'y a pas de solution humanitaire aux problèmes humanitaires* ».

Cette vérité a été presque entièrement occultée lors des préparations pour le Sommet humanitaire mondial de 2016. Des millions de mots ont été écrits sur les changements administratifs à entreprendre au sein de l'aide internationale. Des centaines de rapports se sont entassés sur la manière d'aider les États fragiles ou défaillants.

Mais ces vérités simples ont été en grande partie ignorées :

- Pour les hommes, les femmes et les enfants confrontés à une crise humanitaire, **un État défaillant est un État qui faillit à son devoir de garantir l'accès de ses citoyens à l'aide et à la protection** ; et
- Pour les hommes, les femmes et les enfants qui ont tout juste survécu aux typhons, aux inondations et aux autres catastrophes de cette année, **un monde défaillant est un monde qui laisse le changement climatique frapper les personnes les plus vulnérables sur la planète.**

Les acteurs humanitaires doivent non seulement mener à bien les réformes promises depuis des années. Ils doivent encourager le monde à s'attaquer à ce qui alimente les crises humanitaires et raviver l'indignation face aux atrocités et aux obstacles empêchant les personnes vulnérables d'accéder à l'aide dont elles ont besoin de toute urgence. Mais surtout, ils doivent aider des millions de personnes frappées par des crises humanitaires à faire entendre leur voix alors qu'elles sont si souvent méprisées par ceux au pouvoir. Car si les acteurs humanitaires ne le font pas, qui s'en chargera ?



La sécheresse prolongée à Turkana, Kenya, a décimé le bétail et rendu les communautés d'éleveurs dépendantes de l'aide alimentaire. Ici, Ikai et sa mère Ester Longlomoe rentrent à la maison avec des rations alimentaires que des amis leur ont données, mars 2011. Photo : Andy Hall

Les conflits et la violence n'ont jamais déplacé autant de personnes depuis la Seconde Guerre mondiale⁷.

Les guerres ne sont toutefois pas la seule cause de l'effroyable crise des déplacements à travers le monde. En 2013, 22 millions de personnes ont été déplacées par des catastrophes provoquées par des aléas naturels⁸. En 2012, 98 % des déplacements humains ont été provoqués par des aléas climatiques (83 % sur les cinq années précédentes)⁹.

« La sécheresse nous a frappés sur plusieurs fronts. Tout d'abord la soif. Nous passons la majeure partie du temps simplement à chercher de l'eau. Le forage s'est tari. Le bétail est mort. »

Esther Idoko, Lokore, Turkana, Kenya

LE SOMMET PEUT-IL PRODUIRE DES RÉSULTATS ?

Il serait honteux que les Nations unies, les États et les ONG passent tant de temps à préparer le Sommet pour ne produire que des déclarations bienveillantes sans formuler la moindre recommandation pratique et concrète ni parvenir à des accords.

Un sommet ne pourra pas tout changer. Les crises humanitaires continueront de gagner du terrain à moins que les États ne parviennent à des résultats positifs, notamment lors de la conférence mondiale sur le climat organisée à Paris en décembre prochain, et plus généralement dans la lutte contre les injustices qui alimentent les crises humanitaires. Mais le Sommet humanitaire mondial peut et doit être une réussite. Son succès et son intégrité pourront être mesurés à l'aune des tests fondamentaux suivants.

Test clé n° 1 : Exiger que les États rendent des comptes quant à leurs obligations internationales en matière d'assistance et de protection

Trop d'États et de groupes armés sont scandaleusement loin de remplir leurs obligations fondamentales prévues par le droit international en matière de protection des citoyens face aux atrocités et de libre accès à l'aide. Certains attaquent, piègent ou affament délibérément des civils dans une optique guerrière. Le Sommet doit réaffirmer le plus fermement possible le droit international existant afin d'influencer les mesures à prendre lors des crises réelles des années à venir. Le Sommet doit :

- Réaffirmer les principes fondamentaux d'humanité, d'impartialité et d'indépendance, qui reflètent l'héritage humain universel consistant à venir en aide à ceux en détresse ;
- Réaffirmer l'obligation légale internationale essentielle des États à garantir l'accès des civils affectés à l'aide et à la protection, et condamner le fait que cette obligation n'a pas été remplie dans une grande proportion des crises humanitaires et que le monde ne s'est pas uni derrière une action efficace pour y remédier ;
- Réaffirmer l'obligation légale internationale d'accorder le refuge aux personnes fuyant les violences, les conflits et les persécutions, ainsi que la nécessité d'accroître considérablement le soutien international pour aider les pays limitrophes des pires crises humanitaires dans le monde à endosser leurs responsabilités ;
- Définir de nouveaux moyens de surveiller et de signaler les défaillances des États à faire respecter le droit international dans ces domaines. Le nouveau Secrétaire Général des Nations unies en 2017 pourrait participer à l'encadrement de ces mesures.

Les pays riches devraient plus particulièrement dépasser leurs obligations légales pour aider davantage de réfugiés à trouver protection en dehors de leur région d'origine. Rien ne saurait justifier que les régions et les pays les moins développés accueillent 86 % des réfugiés dans le monde¹². Ce que cela signifie peut varier d'une crise à l'autre, mais l'appel d'Oxfam à ce que les pays riches offrent des solutions de réinstallation ou d'admission humanitaire à au moins 5 % des réfugiés syriens dans le passé¹³ (et un chiffre supérieur sera

La personne déplacée « moyenne » dans le monde est déplacée depuis le XX^e siècle¹⁰.

... les pays les plus riches refusent toujours d'accueillir plus que la portion congrue des réfugiés. En 2014, 26 % des réfugiés étaient accueillis par des pays d'Asie, 26 % en Afrique, 21 % au Moyen-Orient, 22 % en Europe, 3 % en Amérique du Nord¹¹.

certainement nécessaire à l'avenir) montre ce à quoi pourrait ressembler une approche plus humaine des déplacements dans le monde.

Test clé n° 2 : Définir de nouveaux moyens pour soutenir l'action locale

Sur la période 2007–2013, moins de 2 % de l'aide humanitaire annuelle est parvenue directement à des organisations locales¹⁴, comme les membres du Humanitarian Response Consortium aux Philippines qui sont intervenus suite aux derniers typhons dans le pays¹⁵. En 2014, alors que les gouvernements nationaux n'ont reçu que 3 % de toute l'aide humanitaire internationale déclarée via les Nations unies, la proportion acheminée directement aux ONG nationales et locales était encore inférieure, passant de 0,4 % en 2012 à une part dérisoire de 0,2 %¹⁶.

« Nous sommes responsables. À nous de jouer. Nous allons tout nettoyer après la destruction. »

Apurba Mehrab Srabon,
Mymensingh, Bangladesh

Encadré 1 : La société civile locale après le typhon Haiyan aux Philippines

« J'assistais à une réunion des Nations unies et j'ai entendu que la zone dans laquelle nous intervenions était considérée difficile à atteindre. Alors que c'est sur la route principale et que nous y allons tous les jours ! Peut-être est-ce difficile d'accès selon les standards internationaux, mais pas pour les standards nationaux. Alors que les organisations internationales sont confrontées à des problèmes de sécurité... les ONG nationales sont plus à même de se déplacer. »

Travailleur humanitaire local, Province de Samar

L'aide distribuée directement par le [gouvernement local] ciblait uniquement certaines des personnes dans le besoin. Les régions qui s'étaient opposées aux sociétés minières [soutenues par le gouvernement] ont ainsi été ignorées. Nous avons ciblé ces régions et d'autres encore ayant besoin d'aide.

Travailleur humanitaire local, Province de Leyte

Source : A. Featherstone et C. Antequisa (2014), « Missed Again: making space for partnership in the Typhoon Haiyan response », Christian Aid, Cafod, Oxfam, Tearfund et Actionaid, <http://www.christianaid.org.uk/Images/Missed-Again-Typhoon-Haiyan-September-2014.pdf>, p. 9

Impossible de savoir combien de dollars de l'aide sont perdus parmi les intermédiaires des Nations unies et des ONG internationales dans le monde humanitaire. Leur rôle est essentiel pour soutenir les acteurs locaux, relever les défis globaux et travailler directement là où les acteurs locaux ne peuvent pas le faire seuls. Toutefois, une plus grande part de l'aide internationale doit parvenir sur le terrain. Dans de nombreux endroits, des groupes locaux sont confrontés à de graves difficultés, mais la quasi totalité des crises récentes nous apprennent une chose : un meilleur soutien du leadership local partout où cela est possible rendrait l'aide plus efficace, réactive et redevable¹⁷. C'est pourquoi l'on reconnaît de plus en plus que l'action humanitaire devrait suivre le principe de « subsidiarité », selon lequel les organisations locales, nationales, régionales et internationales ont toutes un rôle décisif et doivent soutenir au maximum les efforts des personnes affectées pour faire face aux crises et les surmonter¹⁸.

Le Sommet doit donc encourager les États et les autres bailleurs de fonds humanitaires à :

- Allouer d'ici 2020 au moins 10 % de leur financement humanitaire mondial au renforcement des capacités des ONG locales et nationales pour mener l'action humanitaire et définir des stratégies pratiques pour renforcer ces capacités. Ce financement sera naturellement très variable d'un pays à l'autre

selon le contexte ;

- Optimiser chaque dollar de l'aide en maximisant les montants parvenant aux agences et organisations locales et éventuellement internationales intervenant directement sur le terrain. Les intermédiaires des Nations unies et des ONG internationales entre les bailleurs de fonds et les « acteurs » jouent un rôle essentiel, mais doivent tout faire pour réduire les coûts ponctionnés à l'aide avant qu'elle ne parvienne aux personnes dans le besoin.

Le Sommet doit encourager les Nations unies, et en particulier le bureau OCHA, le PNUD et le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe à :

- Travailler avec les pays et leur gouvernement, les ONG locales et la société civile afin de développer des stratégies nationales de réponse aux catastrophes, de préparation et de prévention des risques qui soient *respectueuses des droits de tous les citoyens à l'aide et à la protection*, en réalisant des projections de coûts et en définissant les allocations budgétaires nationales requises.

Enfin, le Sommet doit encourager tous les bailleurs de fonds à :

- S'assurer que les projets visant à garantir les droits des citoyens sont intégralement financés en recourant à leur APD pour combler toute lacune.

Test clé n° 3 : Faire converger les montants de l'aide requis et fournis

L'aide humanitaire internationale s'est considérablement développée, sans pour autant garder le rythme par rapport aux exigences découlant des catastrophes climatiques et des nouveaux conflits tels que celui secouant la Syrie. Depuis 2000, les États donateurs ont en moyenne répondu à moins des deux tiers des besoins identifiés dans les appels humanitaires des Nations unies¹⁹. De telles lacunes ont des conséquences dévastatrices : fin 2014, le Programme alimentaire mondial a suspendu l'aide alimentaire fournie à 1,7 million de réfugiés syriens par manque de financement et n'a pu reprendre son aide qu'après une campagne de collecte de fonds sur les réseaux sociaux²⁰.

Figure 1²¹



Pourtant, même en ces temps d'austérité, combler l'écart coûterait relativement peu aux États donateurs. Le Groupe de haut niveau sur le financement humanitaire nommé par le Secrétaire Général des Nations unies présentera son rapport en novembre 2015 et contribuera à encadrer les discussions menées lors du Sommet. Aucun ne devrait craindre de formuler des recommandations audacieuses dans le sens d'un accroissement du financement humanitaire. Les États acquittent leurs dûs essentiels auprès de toutes les institutions, des Nations unies à la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique, mais laissent les appels humanitaires tributaires d'un financement incertain et très inégal d'une crise à l'autre.

Le Sommet doit :

- Encourager les Nations unies à formuler des propositions pour un financement plus prévisible, éventuellement sous forme de contributions évaluées, dont un pourcentage pourrait être dédié au renforcement des capacités locales pour compléter les contributions volontaires.



Maria et Santos devant leur nouvelle maison construite pour résister aux inondations, Beni, Bolivie.
Photo : Peter Tecks/Oxfam.

« Nous serons en sécurité dans la nouvelle maison, hors d'atteinte des inondations. Lors de la dernière inondation, l'eau est montée d'un mètre supplémentaire. »

Maria, Beni, Bolivie

Test clé n° 4: Définir de nouveaux moyens pour réduire le risque de futures catastrophes

Depuis 2000, les catastrophes ont provoqué des dégâts coûtant en moyenne 100 milliards de dollars par an²³. Les gouvernements nationaux, financés par une fiscalité progressive, doivent montrer la voie pour réduire cet énorme coût économique et humain; les bailleurs de fonds internationaux doivent pour leur part s'impliquer bien davantage pour les aider. La promesse d'aider les pays à renforcer leur résilience aux futures catastrophes n'a toutefois pas été tenue. Lors des trois décennies jusqu'à 2010, seulement 0,4 % de l'aide publique au développement a été consacrée à la prévention des risques de catastrophes²⁴.

Le Sommet doit encourager tous les gouvernements nationaux à :

- Établir des stratégies efficaces pour renforcer la résilience de leurs citoyens aux futures catastrophes en veillant à ce que toutes les politiques gouvernementales réduisent les risques futurs ou évitent à minima d'en créer

D'ici les années 2030, beaucoup plus de régions du monde (dont de vastes zones en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud) seront exposées aux sécheresses, aux inondations et autres aléas. 325 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté vivront dans les régions les plus exposées²².

de nouveaux, et à ce que l'analyse des risques fasse partie intégrante du processus décisionnel concernant l'investissement public et privé.

Il doit encourager les bailleurs de fonds internationaux à :

- Consacrer collectivement d'ici 2020 au moins 5 milliards de dollars du total de l'aide annuelle globale (la prévention des risques n'étant pas seulement un défi humanitaire) pour aider les pays vulnérables aux catastrophes à renforcer leur résilience et à réduire le risque de futures catastrophes. Ce financement peut évidemment être très variable d'un pays à l'autre, et de nombreux pays peuvent solliciter auprès des bailleurs de fonds un financement bien plus conséquent pour réduire leur vulnérabilité aux catastrophes ;
- Veiller à ce que l'aide au développement, et pas seulement l'aide humanitaire, s'attaque aux inégalités qui rendent les populations plus vulnérables aux chocs et aux pressions auxquels elles sont confrontées, et augmenter le travail de développement dans les crises prolongées et au sein des sociétés exposées aux plus grands risques.

Ces objectifs impliqueront de concentrer une part raisonnable de l'aide sur certaines des personnes les plus vulnérables au monde. Il conviendra alors bien sûr de s'assurer que les pays donateurs ne sacrifient *pas* d'autres priorités en matière d'aide vitale, ce qu'ils n'ont aucune raison légitime de faire. L'immense majorité des pays riches, même en ces temps difficiles, doit davantage contribuer à l'aide publique au développement totale et chaque État doit reconnaître que le financement de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique vient en complément de l'aide au développement.

Dans les 20 années jusqu'à 2010, le monde a consacré 14 milliards de dollars à la prévention des risques de catastrophe, soit moins de 1 % des pertes dues à des catastrophes sur la même période (2 300 milliards de dollars)²⁵.

Bien avant les séismes de cette année au Népal, la Croix-Rouge népalaise estimait que chaque dollar dépensé pour la PRC permettrait d'économiser 4 dollars dans les futures interventions liées à des catastrophes²⁶.

NOTES

Sauf indication contraire, tous les sites internet ont été consultés pour la dernière fois en mai 2015

- 1 CICR (2012), « Syrie : nous continuerons à travailler aussi longtemps qu'on aura besoin de nous », 3 février, <https://www.icrc.org/fre/resources/documents/interview/2012/syria-interview-2012-02-03.htm>
- 2 Le chiffre relatif à l'accès à l'eau concerne l'exercice 2013–2014.
- 3 Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (2015), « Global Humanitarian Overview, Status Report », juin 2015, p. 3 : https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/GHO-status_report-FINAL.pdf
- 4 Development Initiatives (2015), « Global Humanitarian Assistance », rapport 2015, p. 2 : <http://www.globalhumanitarianassistance.org/report/gha-report-2015>
- 5 Sauf indication contraire, toutes les citations dans le présent document proviennent de la bibliothèque « Words and Pictures » d'Oxfam, un recueil de témoignages et d'images de personnes avec lesquelles Oxfam travaille à travers le monde.
- 6 E. Dugan (2015), « Syrian woman who almost drowned in the Mediterranean urges UK to help migrants ». Independent Online, 24 avril, <http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/syrian-woman-who-almost-drowned-in-the-mediterranean-urges-uk-to-help-migrants-10202906.html>
- 7 UNHCR (2014), « Global Trends 2013: War's Human Cost » : file://sumfile01/users/ecairns/My%20Documents/Downloads/Global_Trends_report_2013_V07_web_embargo_2014-06-20.pdf
- 8 Norwegian Refugee Council (2014), « Global Estimates 2013: People Displaced by Disasters », http://www.nrc.no/arch/_img/9184209.pdf, p. 7
- 9 Norwegian Refugee Council (2013), « Global Estimates 2012: People Displaced by Disasters », <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/global-estimates-2012-may2013.pdf>, p. 6
- 10 UNHCR (2014), « Global Trends 2013: War's Human Cost », op. cit.
- 11 UNHCR (2015), Where We Work : <http://www.unhcr.org/pages/49c3646c206.html>
- 12 UNHCR (2015), « UNHCR warns of dangerous new era in worldwide displacement », communiqué de presse, 18 juin 2015 : <http://www.unhcr.org/55813f0e6.html>
- 13 Oxfam (2014), « Un accord plus équitable pour la population syrienne » : <https://www.oxfam.org/fr/rapports/un-accord-plus-equitable-pour-la-population-syrienne>
- 14 T.R. Gingerich et M.J. Cohen (2015), « Le système humanitaire sens dessus dessous : Sauver des vies et des moyens de subsistance en renforçant les capacités locales et en accordant un rôle prépondérant aux acteurs locaux », Oxford : Oxfam.
- 15 Pour un exemple du bilan mitigé de l'aide internationale concernant le travail avec les organisations locales, voir : A. Featherstone et C. Antequisa (2014), « Missed Again: making space for partnership in the Typhoon Haiyan response », Christian Aid, Cafod, Oxfam, Tearfund et Actionaid, <http://www.christianaid.org.uk/Images/Missed-Again-Typhoon-Haiyan-September-2014.pdf>
- 16 Development Initiatives (2015), « Global Humanitarian Assistance », rapport 2015, *ibid.*, p. 5.
- 17 Pour une analyse plus détaillée de l'action humanitaire locale, voir Oxfam (2015), op. cit.
- 18 Par exemple, voir le projet d'agenda humanitaire irlandais élaboré lors du processus consultatif en Irlande pour le Sommet humanitaire mondial.
- 19 Calculé d'après les données du Système de suivi financier du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA FTS) <http://fts.unocha.org>. Le fait d'utiliser les appels des Nations unies comme indicateur des besoins humanitaires pose problème, car ils ne résultent pas nécessairement d'évaluations rigoureuses et ne sont émis que si une aide externe est requise. Ils constituent toutefois la mesure la plus vaste disponible. Comme évoqué dans Development Initiatives (2014), op. cit., plusieurs initiatives sont en cours pour améliorer la qualité de l'évaluation des besoins.
- 20 Programme alimentaire mondial (2014), « Government Partners Help WFP Resume Food Assistance to Syrian Refugees », 10 décembre, <http://www.wfp.org/news/news-release/government-partners-help-wfp-resume-food-assistance-syrian-refugees>
- 21 Market Research.com (2014), « Global Ice Cream », 10 octobre, <http://www.marketresearch.com/MarketLine-v3883/Global-Ice-Cream-8646245/> ; et Development Initiatives (2014), « Global Humanitarian Assistance », rapport 2014, <http://www.globalhumanitarianassistance.org/reports>.
- 22 A. Sheperd et al (2013), «The Geography of Poverty, Disasters and Climate Extremes in 2030 », ODI, Met Office et RMS, <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8633.pdf>, p. vii
- 23 C. Watson et al (2015), « 10 things to know about finance for reducing disaster risk », ODI, <http://www.odi.org/publications/9334-10-things-know-about-finance-reducing-disaster-risk>
- 24 J. Kellett et A. Caravani (2013), « Financing Disaster Risk Reduction: A 20 year story of international aid », ODI, <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8574.pdf>
- 25 C. Watson et al (2015), op. cit.
- 26 B.A. White et M.M. Rorick (2010), « Cost-Benefit Analysis for Community-Based Disaster Risk Reduction in Kailali, Nepal », p. 20 : http://www.mercycorps.org.uk/sites/default/files/mc-cba_report-final-2010-2.pdf

© Oxfam International, juillet 2015

Ce document a été rédigé par Edmund Cairns, avec le soutien à la recherche de Naomi Meneghini-Relf et les contributions de nombreux membres du personnel d'Oxfam dans le monde entier dont Jane Cocking, Marc Cohen, Mariam Kemple Hardy, Debbie Hillier, Maya Mailer et Gareth Price-Jones. Oxfam remercie Christina Bennett du groupe des politiques humanitaires de l'Overseas Development Institute et Sophie Swithern du programme Global Humanitarian Assistance de Development Initiatives pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk. Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-903-4 en juillet 2015.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.



Un travailleur de soutien communautaire d'Oxfam enseignant à des enfants à quel point il est important de se laver les mains pour éviter de contracter Ebola, à West Point, Monrovia, Liberia, Décembre 2014. Photo : Abbie Trayler-Smith/Oxfam

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

www.oxfam.org

